



ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

33 | 2018

Femmes en résistance du XVIII^e siècle à nos jours

Introduction

Valérie Molero et Janice Argailot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/5054>

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-37747-060-0

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Valérie Molero et Janice Argailot, « Introduction », *ILCEA* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 05 novembre 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/5054>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© ILCEA

Introduction

Valérie Molero et Janice Argailot

- 1 La lutte des femmes pour dénoncer l'inégalité de leur condition a existé de tous temps, mais de façon marginale, grâce à quelques femmes lettrées courageuses, qui ont osé exprimer leurs protestations face au joug patriarcal. À cet égard, le XVIII^e siècle peut être considéré comme un moment charnière, avec la Révolution française et la diffusion d'idées humanistes et éclairées en Europe qui vont progressivement opérer un changement des mentalités dont les femmes vont bénéficier peu ou prou. Toutefois, leur lutte devra être acharnée pour que leurs compétences soient reconnues dans les pays où la société civile et l'Église les a cantonnées depuis des siècles dans la catégorie des femmes faibles par nature. Certaines sont entrées dans l'Histoire, individus d'exception devenues héroïnes. D'autres, anonymes « ordinaires », sont également entrées en résistance. Ces femmes « sans histoire » ont, par leur vie qui ne s'ajustait pas à la norme imposée, développé une forme de résistance dans le temps et l'espace où il leur a été donné d'exister. Cette publication a pour objectif d'étudier plusieurs aspects des productions et de l'action de ces femmes en résistance, par des perspectives transversales et pluridisciplinaires qui analysent les modalités de l'engagement féminin sous divers angles et sous diverses latitudes.
- 2 La répression conduit les femmes à entrer en résistance, non pas systématiquement de façon organisée, mais plutôt en adoptant parfois des comportements qui vont heurter la bienséance, entendue à l'aune de l'époque et de l'espace géographique dans lequel elles vont évoluer. C'est le cas de certaines femmes convoquées devant les tribunaux de l'Inquisition espagnole au XVIII^e siècle dont les comportements sexuels étaient suspects ou qui s'adonnaient à la magie à travers diverses pratiques superstitieuses. Les articles « Hors la loi : prostitution et homosexualité féminine à Madrid au XVIII^e siècle » de María Jesús Torquemada, et « Le sexe et l'Inquisition » de María José Collantes de Terán de la Hera, abordent la problématique des conduites sexuelles considérées dangereuses pour la société espagnole du siècle des Lumières de par leur caractère transgressif. Souvent liées, les attitudes déviantes, selon les normes de l'époque, homosexualité, pratiques magiques, prostitution, bigamie, sollicitation durant la confession, offrent des récits dignes de *La*

Célestine, dont le succès et la thématique sulfureuse conduisirent à une censure au XVIII^e siècle.

- 3 Dans le premier article, María Jesús Torquemada propose une analyse minutieuse des textes juridiques conduisant à la répression de l'homosexualité, délit considéré dans les textes législatifs comme étant plus grave chez les hommes que chez les femmes. La doctrine juridique de la fragilité de caractère inhérente à la femme, telle que la décrit Enrique Gacto Fernández dans son ouvrage, *Imbecillitas sexus*, explique en partie la toute relative complaisance dont firent preuve les autorités. L'auteure met l'accent sur le fait que dans la *praxis* inquisitoriale, dans les territoires de la couronne de Castille, les déviances sexuelles étaient jugées par la justice civile alors que la sodomie était un délit qui relevait du Saint-Office dans la couronne d'Aragon. D'emblée, il faut préciser que le délit n'apparaissait donc jamais seul dans les procès castillans.
- 4 En ce qui concerne le traitement infligé aux femmes par la justice espagnole, María José Collantes de Terán de la Hera, montre également que les femmes étaient traitées avec une moindre rigueur en ce qui concerne les châtiments corporels. La bigamie devient affaire inquisitoriale car elle présuppose un manque de respect pour le sacrement du mariage et, par là-même, induit le soupçon d'hérésie. Si les femmes qui se marient plusieurs fois sont coupables aux yeux de la loi, dans le cas de sollicitation elles sont les victimes des prêtres durant la confession. Elles doivent alors affronter une situation complexe, dans une société qui stigmatise les individus, car elles vont devoir révéler leur infortune, dénoncer le prêtre et témoigner devant les inquisiteurs. Une des difficultés principales réside dans le peu de cas accordé aux témoignages féminins lié à plusieurs considérations sur l'infériorité de la gent féminine. La résistance des femmes est mise à l'épreuve dans ces procès particuliers où il leur est fait obligation de dénoncer et témoigner, eu égard à la gravité du délit commis par les prêtres, mais qui entache leur honneur propre. C'est alors une double peine pour la victime car dans la société espagnole de l'Ancien Régime, l'honneur d'une personne ne dépendait pas tant de son intégrité morale que de l'opinion que les gens avaient d'elle.
- 5 María Jesús Torquemada analyse le procès ouvert contre Francisca García, âgée de 51 ans lorsqu'en 1750, elle est accusée à Madrid d'avoir poussé des femmes à avoir des relations sexuelles avec elle. Il est intéressant de noter que l'accusation n'est pas celle d'homosexualité, puisque ce délit n'était pas du ressort du Saint-Office, mais de « propositions ». Autrement dit, Francisca García était accusée d'avoir tenu des propos contraires à la doctrine catholique et entrainé par là-même dans la catégorie des hérétiques dont les délits relevaient de la justice inquisitoriale. En l'occurrence, le délit de « proposition hérétiques » concernait le fait que l'accusée prétendait, auprès des femmes qu'elle séduisait, que leur activité sexuelle n'était pas un péché puisqu'il se produisait entre femmes. L'enquête de l'Inquisition va tourner autour du niveau de croyance de l'accusée sur le fait que les actes *contre nature* ne constituaient pas un péché. Plus qu'une répression aveugle, ce que recherchait le Saint-Office était à faire rentrer dans les rangs les brebis égarées en leur faisant respecter la doctrine religieuse pour le maintien de la paix sociale selon la perspective des normes de l'Ancien Régime.
- 6 La transgression de la norme est ce qui caractérise le parcours de Pauline Roland, dans la France du XIX^e siècle. Sara Sánchez Calvo montre dans « L'engagement d'une vie militante », comment cette femme obstinée et courageuse défend ses convictions jusqu'à y laisser la vie. Femme engagée, impliquée dans les nouvelles idées socialistes, elle met en pratique les postulats saint-simoniens liés à la sexualité, le mariage et la maternité.

Pauline Roland a sacrifié sa vie pour son idéologie politique et la défense de la liberté des femmes et des travailleurs. L'auteure met l'accent sur certains moments forts de son militantisme, en particulier sur les liens avec sa vie sentimentale, sur ses deux arrestations et sa déportation en Algérie. Pour analyser ces aspects, Sara Sánchez Calvo se base sur une partie de la correspondance de Pauline Roland. En mettant sa vie en perspective avec la période historique pendant laquelle elle a vécu et avec l'expérience de ses compagnes de lutte, la chercheuse se demande si Pauline Roland a été l'élève privilégiée du saint-simonisme, si elle était « l'utopique idéale », pour qui militantisme politique et vie personnelle ont été indissociables jusqu'au martyre.

- 7 La résistance pouvait être frontale et sans concession, comme dans le cas de Pauline Roland, ou mesurée comme chez les femmes républicaines durant le franquisme. Les deux articles proposés par Irene Murillo Aced, « Les résistances féminines de réassurance face au dépouillement matériel et à la dépossession éthique du franquisme » et Sandra Blasco, « Les résistances des femmes dans l'antifranquisme, Saragosse (1965-1975) », nous invitent à considérer les formes de résistances féminines liées à la lutte contre le franquisme en Espagne.
- 8 Irene Murillo Aced pose la question de la privatisation de la souffrance sociale comme phénomène exclusif du camp des vainqueurs. Par la Loi sur les responsabilités politiques de 1939, le gouvernement de Franco va sanctionner ceux qui ont contribué à forger la « subversion rouge », condamnant ainsi une partie de la population espagnole à endurer amendes, interdictions professionnelles, saisies de bien, incarcérations et déportations entre autres sanctions. Dans ce contexte de répression post-guerre civile, certaines femmes ont eu à répondre de leur engagement personnel mais aussi des actions de leurs époux, leurs fils, leurs frères. Des centaines de femmes ont tenté alors de résister à la pression répressive par des pratiques et des stratégies de survie au quotidien. Leur action a consisté à résister dans tous les domaines, lutte cachée en faveur de leurs convictions politiques mais surtout lutte contre un système injuste qui les réduisait à la misère. La répression ne se limite pas aux vivants et à leurs survie, la mémoire même des défunts du camp des vaincus est niée. Le droit des survivants à afficher leur deuil ou à exprimer leur souffrance est prohibé par les autorités. Ce déni provoque un double traumatisme, les « rouges » étant considérés comme des espagnols de seconde zone dont la souffrance n'a pas de légitimité. Cette dépossession du deuil ainsi que les brutalités de diverses natures infligées à l'entourage des vaincus provoque un mouvement de résistance principalement mené par les femmes. Irene Murillo Aced cite des témoignages d'archives qui montrent comment les femmes s'érigent en gardiennes de la mémoire en résistant au mensonge d'État et en rétablissant la vérité sur le sort tragique subi par les hommes de leurs familles. Ainsi, les veuves contestaient parfois les affirmations officielles afin de lutter contre la souffrance de la perte et réhabiliter tant bien que mal le souvenir des défunts que le régime franquiste voulait effacer. La mémoire historique doit beaucoup à ces femmes qui ont résisté au joug de la dictature par des témoignages et des luttes courageuses afin d'assurer la survie de leurs familles, stigmatisées dans une société espagnole frappée de pénurie généralisée durant des décennies.
- 9 Sandra Blasco fait état de la pression populaire exercée par une partie de la population en Espagne dans les années 1960-1970 pour faire évoluer la société du « franquisme tardif » vers la démocratie. Là aussi, les femmes de Saragosse dont le mari est prisonnier s'insurgent contre les conditions d'incarcération et réclament aux autorités une amélioration de leur quotidien. Ne pas se cantonner au corps social stigmatisé des vaincus

en luttant pour la dignité et la justice est en soi un acte subversif. Les femmes du Parti communiste espagnol (PCE) luttèrent au péril de leur vie pour permettre à leurs hommes emprisonnés de survivre. Elles leur apportaient des vivres et des vêtements dans un système carcélaire où les abus du régime franquiste conduisaient nombre d'entre eux à mourir en détention. Ces femmes résistèrent aussi en dénonçant sans relâche les tortures et les mauvais traitements subis par les prisonniers. Dans son article, l'auteure fait allusion au fait que les femmes doivent se battre sur deux fronts à la fin des années 1960. D'une part elles luttent contre le système franquiste, de l'autre elles participent au mouvement plus général qui voit les femmes amorcer une révolution plus profonde afin de remettre en question un système de discrimination qui les restreint à leur rôle de femmes au foyer principalement. De cette action surgit le Mouvement démocratique des femmes (MDM) puis plus tard l'Union des femmes pour leur libération (UML). Ce féminisme espagnol qui mêle politique et libération de la femme atteindra un point d'acmé au milieu des années 1970. À Saragosse, cette époque voit l'union de la lutte des femmes ouvrières engagées sur le plan syndical, de la mobilisation étudiante et des associations qui vont œuvrer à l'évolution de la politique franquiste.

- 10 Dans une démarche qui s'inscrit dans une perspective socio-historique et politique, Bérengère Marques-Pereira développe une étude sur la citoyenneté des femmes, la désobéissance contre l'ordre établi, la transgression des normes sociales et sexuelles. Dans son article, « Résistances féministes en faveur de la citoyenneté des femmes », l'auteure examine plusieurs aires géographiques, de l'Europe à l'Amérique latine, pour illustrer comment œuvre la résistance aux tutelles masculines. La femme cesse d'être une victime en prenant une part active dans la défense de ses droits. Ainsi, le féminisme comme mouvement international tente de corriger et de transformer les discriminations dont les femmes ont fait l'objet face au pouvoir masculin. En relation avec une conception des droits humains universels nés de la Révolution américaine et de la Révolution française, le féminisme est un mouvement collectif qui regroupe l'action d'hommes et de femmes qui œuvrent dès la fin du XIX^e siècle à la libération des femmes. Le droit à l'éducation, à la culture, au monde professionnel, à l'égalité civile et politique sera le combat mené dans un premier temps. La deuxième vague des années 1960-1970 marque l'élargissement des revendications des femmes à la politisation de la sphère privée. Ce mouvement se traduit par la dénonciation de l'assignation des femmes au travail domestique gratuit et à une politisation du corporel avec une lutte en faveur des droits à disposer de leurs corps et la dénonciation des violences de genre aussi bien publiques que privées. En Amérique latine, ces revendications sont assorties de protestations contre les violations des droits humains plus généralement. La troisième vague des années 1980-1990 voit l'apparition de revendications identitaires. Elles sont toujours d'actualité avec, régulièrement, des mouvements contre la régression de certains acquis, comme le droit à l'avortement. En s'engageant dans une démarche de participation sociale et politique qui s'appuie sur des actions légales ou contestataires, les femmes ont exercé leurs droits et en ont revendiqué de nouveaux. Dans un processus d'engagement et de résistance, elles ont progressivement, et parfois au péril de leur intégrité physique, acquis leurs droits de citoyennes. Le droit des femmes se construit donc sur le long terme, par étapes, mais reste un chantier toujours ouvert.
- 11 L'Amérique latine est un espace géographique particulier où la lutte des femmes se heurte souvent à une violence décuplée dans une société où les inégalités sociales sont nombreuses et les droits humains fondamentaux souvent bafoués.

- 12 C'est en Amérique latine et plus particulièrement au Mexique qu'Alicia Girón développe son étude intitulée « Travail domestique et de soin non rémunéré. Qui assume le coût de la reproduction sociale ? ». L'auteure aborde différentes facettes d'un travail que d'aucuns ont décrit comme informel, mais qui questionne quant aux liens sociaux. Sont également analysées les questions de responsabilités (celles de l'État-providence mais aussi de la société) et de reproduction sociale en lien avec le travail domestique non rémunéré, d'un point de vue économique. Le texte développe ces thématiques en perspective avec les crises internes et internationales traversées par le Mexique, pour en montrer les corrélations.
- 13 Au Vénézuéla, Jessica Brandler-Weinreb présente, dans un article intitulé « Femmes des classes populaires et participation : imaginaires politiques et construction d'une résistance au quotidien », les outils de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales. Dans ce cas, leur engagement politique est marqué par leur appartenance de classe, ethnique, ou géographique. Grâce à une riche enquête de terrain, l'auteure montre que les politiques menées dans ce pays sous les gouvernements d'Hugo Chávez ont permis une inclusion des femmes dans la vie politique, femmes qui sont alors devenues des actrices – dans un premier temps à l'échelle locale – de leur quotidien et sont même allées jusqu'à faire de leur condition de femmes un atout. On notera ici que ce nouvel engagement des femmes a permis une (re)construction de l'imaginaire collectif quant au rôle du « sexe faible » dans la société vénézuélienne.
- 14 C'est finalement toute la question de la lutte des femmes depuis le XVIII^e siècle qui est à l'œuvre, un combat sans fin pour trouver leur véritable place dans l'espace sociétal, résister et survivre malgré le carcan structurel qu'elles s'efforcent d'assouplir sous toutes les latitudes. Cette résistance des femmes, souvent héroïque, toujours inventive, est une histoire en construction permanente.
-

AUTEURS

VALÉRIE MOLERO

Université Grenoble Alpes, ILCEA4

JANICE ARGAILLOT

Université Grenoble Alpes, ILCEA4